

Compte rendu du webinaire
*« Guerre au sein des nations,
estimer le risque pour préparer la paix »*



Dans un contexte de crise sanitaire de la COVID-19, la montée des conflits internes et internationaux est d'autant plus préoccupante qu'elle concourt à fragiliser certaines zones déjà sensibles (Asie du Sud Est, Moyen Orient, Afrique Subsaharienne...).

Les facteurs des affrontements sont de natures variables (économiques, sociales, ethniques ou encore religieuses) et nécessitent des interventions adaptées avec la prise en compte de la disparité des contextes.

Mesurer le niveau de violence et en identifier les paramètres précurseurs permet une prise de conscience, mais surtout d'agir en connaissance de cause pour diminuer (ou du moins maîtriser) les sources de déclenchement de conflit. Toutefois, apprécier les risques des conflits est un processus complexe qui nécessite de se détacher des idées préconçues, des simplismes, pour se rapprocher d'une analyse profonde et technique.

La Fondation Leaders pour la Paix et la Fondation Prospective et Innovation ont conjointement demandé à la FERDI un rapport sur les déterminants des conflits internes dans le monde, avec un accent sur la zone sahéenne, particulièrement vulnérable. A cette occasion, s'est tenue jeudi 1^{er} octobre 2020 une rencontre audiovisuelle sur la thématique « Guerre au sein des nations : estimer le risque pour préparer la paix ».

Jean-Pierre RAFFARIN, Ancien Premier ministre, Président de la Fondation Prospective et Innovation, Président de Leaders Pour la Paix et **Patrick GUILLAUMONT**, Président de la FERDI, **Tertius ZONGO**, Ancien Premier ministre du Burkina Faso, Directeur de la Chaire Sahel à la FERDI, et **Paul DERREUMAUX**, Economiste, Fondateur-Président d'honneur du groupe Bank of Africa ont commenté les conclusions de ce rapport.

Frappés par la montée des conflits ces dernières années, **Sosso FEINDOUNO** et **Laurent WAGNER**, Chargés de recherche à la FERDI et auteurs de l'étude ont exposé les résultats de leurs analyses appliqués à la région sahéenne.

Quelques éléments en sont ressortis :

- **Mise en lumière des fragilités**

La prévention des conflits étant fondamentale, les intervenants ont engagé une réflexion sur les origines des affrontements grâce à des indicateurs de risques de conflits. A noter qu'il s'agit davantage d'estimer les risques que de les prédire ; la prédiction reposant sur une approche plus dichotomique, susceptible d'encourager la psychose.

Quel que soit le conflit, son déclenchement est la résultante de facteurs. Une multitude d'éléments subjectifs et épisodiques sont à prendre en compte, cependant, des facteurs conjoncturels (tels que les conflits intercommunautaires) se distinguent des facteurs structurels : faiblesse de revenu, retards économiques ou encore vulnérabilité du changement climatique (avancée du désert au Sahel). Ces derniers étant nettement plus importants en Afrique subsaharienne entre 2003 et 2008 notamment.

La pandémie de la COVID-19 pourrait représenter un facteur conjoncturel et être à l'origine de potentielles fragmentations. Les intervenants l'ont rappelé : dans la mesure où 85 % de la population africaine vit au jour le jour, l'idée d'un confinement est peu admissible économiquement. En ces temps incertains, maintenir les écosystèmes économiques en état de marche est capital.

La nature des conflits a beaucoup évolué ces dernières années, notamment depuis 2010 avec l'expansion de mouvements islamistes tels que Daesh ou encore Al-Qaïda au Maghreb Islamiste (AQMI) dans la région sahélienne. Et comme rien n'est gravé dans le marbre, les indicateurs (sensibles aux contextes internationaux) sont eux aussi en constante mutation et donc appelés à évoluer, à se transformer. Rester attentif aux tendances et aux mouvements permet d'apprécier en continuité la jauge de risque.

Enfin, si les pays du Sahel, de par leurs proximités géographiques, se rejoignent sur de nombreuses similitudes, des spécificités nationales sont néanmoins à prendre en compte (sur le plan social, économique, politique notamment) en matière de prévention des conflits. Une connaissance et une maîtrise de l'histoire des sociétés est primordiale.

- **Une approche globale au service d'un consensus de gouvernance**

Une fois les fragilités mises en exergue, il s'agit d'apporter des réponses réalistes, adaptées et pragmatiques. Les intervenants l'ont souligné : réduire l'intensité des risques et des tensions implique des réponses cohérentes sur le long terme, combinées à des actions de court terme !

En matière de politique de prévention, chaque approche est différente en fonction des situations nationales. Cependant, cela suppose des stratégies où tous les acteurs impliqués et les parties prenantes regardent dans la même direction, rien n'est envisageable sans une coordination des entités.

A titre d'exemple, dans la région sahélienne, il n'est pas rare d'observer des manœuvres politiques improductives et des interventions militaires inefficaces. Le clivage du politique et du militaire se doit d'être dépassé au profit d'une coordination et d'une approche globale, une lucidité collective contribuant à restaurer la confiance à tous les niveaux.

Enfin, pour accroître la résilience de la zone sahélienne, une harmonisation au-delà des frontières nationales a été fortement préconisée, avec des coordinations d'actions régionales.

- **Le cas du Mali dans la gestion des conflits**

Les facteurs affectant les risques structurels des États du G5 Sahel sont nettement supérieurs au reste des pays du continent. En ce qui concerne le Mali, les intervenants en ont ciblé six, dont la vulnérabilité économique avec un appareil productif très peu diversifié, une augmentation de la population de 3 % par an qui concourt à une urbanisation galopante. A cela s'ajoute des facteurs non structurels tels que la corruption, la fragilité politique, ou encore la détérioration des relations entre les communautés, les ethnies etc.

La combinaison de ces facteurs a contribué à plusieurs reprises au déclenchement de violence ; en témoigne le coup d'État de 2012 qui a entraîné l'effondrement du pouvoir politique à Bamako et celui de 2018 caractérisé par un « ras-le-bol » général et une opposition politique.

Ces secousses résultent toutes de la fragmentation entre les populations et leurs politiques. Ainsi, une des préconisations consiste à restaurer la confiance envers l'État et ses entités (l'administration, les institutions, les partis politiques etc.).